



Commune
de
Maussane-les-Alpilles

DÉCISION 2022/007

AR Prefecture

013-211300587-20220210-2022007-AR
Reçu le 16/02/2022
Publié le 16/02/2022

MISSION DE COORDINATION SECURITE PROTECTION SANTE - PROCHAIN CHANTIER FUTURE MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MAUSSANE LES ALPILLES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23 ;

Vu la délibération n° 2020/06/04/35 du Conseil municipal en sa séance du 4 juin 2020 donnant délégations au Maire d'un certain nombre de ses compétences, notamment l'alinéa 4 ;

Considérant l'obligation tirée de l'article R4532-4 du Code du Travail faite au maître d'ouvrage de désigner un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé dès le début de la phase d'élaboration de l'avant-projet sommaire.

Considérant l'offre formulée par la société SPS SUDEST et l'opportunité de conclure de gré à gré avec ce prestataire compte tenu du montant proposé, au regard du Code de la Commande publique.

DÉCIDE

En exécution des pouvoirs délégués susvisés,

Article 1er : La mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé de catégorie 2, décrite par les articles R4532-12 et suivants du Code du travail, est attribuée à la société SPS SUD EST pour un montant arrêté à MILLE SIX CENT TRENTE DEUX EUROS HORS TAXES, correspondant au chantier précité (durée 8 mois, budget arrêté en phase AVP).

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'une information lors du prochain Conseil Municipal.

Article 3 : La présente décision sera inscrite au registre des actes de la Mairie et ampliation en sera adressée à Monsieur le Receveur Municipal.

Article 4 : Le Directeur Général des Services et le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 5 : Monsieur le Maire de Maussane les Alpilles certifie le caractère exécutoire de cette décision par sa publication et par sa transmission pour contrôle de légalité à la sous-préfecture d'Arles le : 16/02/2022

Fait à Maussane les Alpilles, le 10 février 2022

Pour le Maire empêché

Le Maire,

Jean-Christophe CARRÉ



Marie FUSAT
1er Adjoint



Délai et voie de recours : la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat

Tél. 04 90 54 30 06 - Fax 04 90 54 36 45 - E-mail : mairie-maussane-les-alpilles@wanadoo.fr